

Sciences sur la ville

HISTOIRE

Au fil des rues

URBANISATION

En quête de durabilité

CLIMAT

Le rôle des sols urbains





Quand l'université analyse la cité

Sommaire

- 03 Quand l'université analyse la cité
- 04 Les sciences historiques descendent dans les rues de Neuchâtel
- 06 Urbanisation et durabilité, des notions opposées mais pas ennemies
- 09 La coopérative comme mode d'habitation plus écologique
- 10 Un hôpital psychiatrique transformé en centre d'asile
- 12 Le sol, climatiseur méconnu des espaces verts
- 14 Le pouvoir des données dans les villes

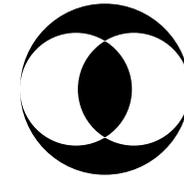
Marche avec elles. Dans cette fresque photographique, l'artiste Catherine Gfeller offre une vision de Neuchâtel, sa ville d'origine.

Qu'elles soient abordées sous un angle historique, géographique ou encore écologique, les villes constituent des sources d'observations riches en enseignements. Dans ce numéro d'À la une, nous partons à la rencontre de celles et ceux qui ont choisi les zones urbaines comme terrain d'étude.

L'idée tombe à point nommé, avec la tenue du Festival Histoire et Cité qui a lieu sur plusieurs sites de Suisse romande, du 15 au 21 avril prochain. Nous en profitons pour rapporter les contributions d'historien-ne-s de l'UniNE à cette manifestation publique. On y évoque l'importance des rues en tant que lieux de mémoire, tant du point de vue architectural que par les graffitis qui les ornent parfois.

Questions contemporaines

Au-delà de l'approche historique, c'est à des questions autrement plus contemporaines que s'attaquent nombre de travaux pluridisciplinaires. L'urbanisation est-elle envisageable dans une perspective durable ? Les coopératives d'habitations représentent-elles un mode de logement écologique ? Dans un contexte de réchauffement climatique, quels rôles jouent les sols des espaces verts ? Enfin, l'accueil des requérant-e-s d'asile et le pouvoir des données récoltées en temps de crises complètent ce panorama des recherches menées à l'Université de Neuchâtel sur les villes.



Lieu d'échanges, de réglementations et d'expressions multiples, la rue est à l'honneur de la 9^e édition du Festival Histoire et Cité qui se tiendra à Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds, ainsi qu'à Genève et Lausanne, du 15 au 21 avril 2024. Des étudiant-e-s du Master en sciences historiques s'y sont immergé-e-s dans le cadre d'un atelier-recherche. Elles et ils présenteront leurs travaux lors de la manifestation. Une première à Neuchâtel.

Nous les arpentons chaque jour, sans avoir conscience de leur valeur. Quoi de plus banal qu'une rue ? Pourtant, quand on historicise ce rapport à la rue, on comprend toute l'importance de ces lieux de passage, souligne Géraldine Delley, chargée d'enseignement à l'Université de Neuchâtel et directrice adjointe du Laténium: « Les rues sont des palimpsestes qui ont enregistré différentes temporalités, différents moments de l'histoire à travers la transformation de bâtiments, l'élargissement des chaussées, des graffitis aussi, autant d'éléments

que l'on peut étudier et qui nous permettent de prendre conscience du caractère historique des lieux où l'on vit. C'est en outre un lieu de négociations, entre l'espace public et l'espace privé, qui a des ramifications avec des problématiques très actuelles. »

Un travail d'historien-ne

C'est ce qu'ont pu découvrir les étudiant-e-s lors de l'atelier-recherche « Dans la rue » qui a eu lieu au semestre d'automne 2023. La thématique a été choisie en lien avec le festival, auquel participent l'Institut d'histoire,

*Géraldine Delley
et Olivier Silberstein*

Les sciences historiques descendent dans les rues de Neuchâtel

ainsi que l'Institut d'histoire de l'art et de muséologie et celui d'archéologie et des sciences de l'Antiquité, pour la deuxième année consécutive. En quelques mois, les étudiant-e-s ont dû effectuer un véritable travail de recherche sur des sujets allant du 15^e au 20^e siècle. « Les délais étant courts, nous leur avons préparé le terrain en amont », précisent d'une même voix Géraldine Delley et Olivier Silberstein, chargé de cours à l'Institut d'histoire, qui les ont encadré-e-s dans les différentes étapes de leur travail.

Penser la ville autrement

Violence dans la rue au Moyen Âge et à l'époque moderne, perception sensorielle des rues de Neuchâtel au 18^e siècle, histoire de l'éclairage public au 18^e siècle, manifestation transfrontalière dans les rues de Neuchâtel en 1973... Pour donner corps à leurs recherches - une dizaine en tout -, elles et ils se sont plongé-e-s dans les archives publiques, les réglementations, les journaux intimes. « Parfois, il faut créer ses propres archives, relève Géraldine Delley. C'est le cas pour un sujet aussi protéiforme que la rue. C'était important pour nous de leur transmettre cette expérience-là aussi. » « Durant leurs recherches les étudiant-e-s ont pu constater avec surprise que Neuchâtel n'a pas toujours eu la même importance en fonction des périodes où l'enquête était menée, enchaîne Olivier Silberstein. Cette perspective permet de

penser l'espace de la ville de manière différente. Ce qu'on estime être la norme ne l'est pas tant que ça. »

Etre proche du public

Les étudiant-e-s présenteront leurs travaux dans le cadre du Festival Histoire et Cité sous forme d'interventions de quinze minutes dans différents lieux culturels neuchâtelois : aux Archives de la Ville, à la BPUN, dans le bâtiment universitaire du 1er-Mars, et même dans les rues pour montrer les parcours de la grève de 1973.

« C'est la première fois qu'elles et ils participent au festival, se réjouit Nadège Parent, co-directrice de la manifestation et assistante doctorante à l'Institut d'histoire. Pour nous, il est naturel de leur donner l'opportunité de participer à un événement aspirant à donner au grand public accès aux sciences historiques. Les étudiant-e-s représentent précisément le lien entre ces deux pôles. »

« On réfléchit à réaliser un numéro spécial pour la Revue historique neuchâteloise qui intégrera leurs articles, révèle Olivier Silberstein. Ainsi, les étudiant-e-s auront été jusqu'au bout du processus de recherche. »



Bonus multimédia

La rue vue par les étudiant-e-s impliqué-e-s dans le projet.



En savoir plus :
<https://histoire-cite.ch/>

Urbanisation et durabilité, des notions opposées mais pas ennemies

Le monde contemporain est un monde urbain. De Manille à Paris, de Tokyo à Alger, de Davos à Neuchâtel, les villes et agglomérations continuent leur développement, plaçant la question environnementale au centre des enjeux. Et si la durabilité passait par la responsabilité ?

Plus de la moitié de l'humanité réside aujourd'hui en ville. Les zones urbaines sont au centre des dispositifs et ont une importance et un poids considérables en tant que centres d'innovations sociales, culturelles, économiques ou encore politiques. Ces prochaines décennies, la population urbaine et le niveau d'urbanisation globale devraient encore augmenter.

Paradoxe de l'urbanisation

L'urbanisation et l'influence des centres urbains sur d'autres régions sont aujourd'hui des phénomènes qui s'observent à l'échelle globale. Les environnements urbains actuels sont à la fois diversifiés, complexes et dynamiques. « Les villes sont les lieux où l'on génère de nombreux problèmes, notamment sociaux et environnementaux, comme les inégalités, la pollution, les déchets, les embouteillages, etc. Elles sont des moteurs économiques et représentent plus de 80% du PIB mondial. Les villes ont donc un impact fort sur l'environnement. Paradoxalement, elles sont aussi des lieux d'innovation et de transformation, des lieux où l'on cherche, développe et expérimente des solutions afin d'atteindre, notamment, une plus grande durabilité », explique Hugues Jeannerat, professeur titulaire

à la Faculté de droit et aux Instituts de géographie et de sociologie de l'Université de Neuchâtel.

Fin 2022 était lancé à Neuchâtel le projet *Smart City*, pour lequel se sont alliées la Ville, l'Université et Microcity. Le projet est co-financé par la Ville, le canton et la Confédération dans le cadre de la nouvelle politique régionale (NPR). Depuis quelques années, le terme *smart city* est devenu un langage de politique urbaine à l'échelle mondiale. Il suscite différentes approches controversées quant au rôle des nouvelles technologies pour répondre aux grands enjeux sociétaux actuels.

Responsabilité et durabilité

Pour la Ville de Neuchâtel, une ville intelligente doit mettre les technologies de l'information et de la communication au service des habitant-e-s afin d'améliorer la qualité de vie et la durabilité sur son territoire, tout en renforçant et améliorant ses prestations publiques. Dans cette perspective, l'UniNE, la Ville de Neuchâtel et Microcity ont ainsi lancé en mars, dans le cadre d'une « stratégie numérique et d'innovation responsable », deux plateformes numériques qui encouragent la participation à des projets d'innovation collaborative. Une des plateformes est dédiée aux résident-e-s (*lire ci-contre*), la seconde s'adresse aux entreprises et associations. « La responsabilité est un

moyen pour atteindre la durabilité. L'enjeu actuel est de prendre des décisions qui ont du sens pour les habitantes et habitants d'ici, pour aujourd'hui et pour l'avenir », commente Hugues Jeannerat.

Pour le professeur, des projets tels que *Smart City* « ouvrent de nombreuses perspectives différentes aux universités. C'est particulièrement vrai pour l'Université de Neuchâtel, qui saisit ici l'opportunité de s'ancrer dans sa région, tout en travaillant sur des phénomènes globaux. C'est un exemple concret de l'UniNE qui s'engage localement et qui prend part à la société ».

Hugues Jeannerat
et Pauline Lavanchy



En savoir plus :
La plateforme participative
<https://participons.ch>





Proposer ses projets via une plateforme numérique

« L'idée de la plateforme numérique citoyenne est de donner la possibilité aux citoyen-ne-s de la ville de Neuchâtel de s'impliquer dans le développement de leur cité », explique Pauline Lavanchy, doctorante et collaboratrice scientifique aux Instituts de sociologie et de géographie de l'UniNE.

La plateforme neuchâteloise a été lancée le 19 mars dernier. Elle s'adresse aux résident-e-s de la Ville de Neuchâtel, la condition étant d'être domicilié-e sur le territoire, et leur offre la possibilité de proposer des idées de projets concrets de développement. La limite d'âge pour déposer une idée est fixée à 12 ans. « J'ai eu la chance de participer aux étapes qui ont précédé la mise en place de la plateforme. Aujourd'hui, j'opère dans ce processus tant au niveau stratégique qu'opérationnel, en binôme avec un responsable au sein de la Ville », commente la chercheuse.

De la place aux résident-e-s

Une fois la phase d'appel à projets terminée, courant mai 2024, surviendra une phase de co-création, associant des résident-e-s à des entreprises ou associations actives sur le territoire de la ville. Au bout du processus, des projets d'innovation devraient voir le jour.

« Je suis fermement convaincue que la participation citoyenne peut générer de l'innovation. J'espère qu'on en aura la preuve grâce à ce projet », conclut Pauline Lavanchy.



Les îlots de chaleur, un problème urbain

Une autre thématique de recherche traitée par Valérie Défago est l'effet causé par les canicules sur les villes. Les zones bétonnées relâchent de la chaleur durant la nuit. C'est particulièrement le cas en période caniculaire et selon les projections climatiques actuelles, la problématique observée devrait encore s'accroître. Valérie Défago a publié en 2021 une contribution sur ce thème très actuel, avec pour question centrale un aménagement du territoire en ville qui permette de lutter contre les fameux îlots de chaleur. En 2023, le canton de Neuchâtel a lancé une analyse climatique de large ampleur afin d'identifier les îlots de chaleur sur tout le territoire cantonal. Cette recherche ira plus loin et cherchera notamment à qualifier l'importance de ces îlots problématiques et d'anticiper leur amplification.



La coopérative comme mode d'habitation plus écologique

Un projet de recherche de l'Université de Neuchâtel explore l'habitat en coopératives. Soutenu par un financement du Fonds national suisse (FNS) et menée par la professeure Valérie Défago, doyenne de la Faculté de droit et titulaire de la Chaire de droit administratif, la recherche questionne notamment la notion de durabilité de cette forme d'habitat.

Solution intermédiaire entre la location et la propriété, l'habitat en logement coopératif, qui n'a pas de but lucratif, fournit à ses membres des logements à loyers modérés. En effet, les loyers des logements y sont entre 20 et 30% plus bas que dans le marché libre. Partant de ce constat de base, la professeure Valérie Défago a souhaité explorer notamment l'articulation des différents régimes juridiques qui gouvernent les coopératives d'habitation ainsi que les motivations des personnes qui s'y établissent. Enfin, sa recherche intitulée *Coopératives d'habitation – La troisième voie en matière de logement* questionne le côté durable de cette forme de logement.

Les coopératives offrent un style de vie proche des aspirations des habitant-e-s, des logements à loyers abordables et stables sur le long terme, ainsi qu'une forme d'habitat intermédiaire entre la location traditionnelle et la propriété privée. Souvent aussi, elles apportent une certaine mixité sociale et générationnelle.

Un chemin qui mène à la durabilité

La recherche menée par Valérie Défago ainsi que deux doctorant-e-s de l'Université de Neuchâtel questionne également l'aspect

environnemental de cette forme de logement collectif. Les coopératives d'habitation pourraient en effet incarner une forme de propriété plus durable, car exerçant une pression moins forte sur le territoire. « Aujourd'hui en Suisse, nous sommes arrivés au bout du modèle selon lequel des terrains en zone agricole sont déclassés dans le but de construire des villas individuelles », déclare la professeure Valérie Défago.

C'est notamment le cas en raison de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire, qui demande de limiter l'utilisation des sols. « Cela pousse, entre autres, à opter pour de l'habitat collectif, qui permet d'optimiser et donc de réduire l'utilisation du territoire. En Suisse, pour répondre à la pression sur les loyers, les collectivités publiques encouragent par différents moyens et de manière plus ou moins active les coopératives de logement. Cela évite, notamment, que les logements ne soient trop soumis à la spéculation, ce qui serait le cas en laissant ces terrains au marché libre », ajoute la chercheuse.

« Bien souvent, les modes de gouvernance d'une coopérative de logement viennent d'en bas, avec une volonté des habitantes

et habitants de participer activement à des projets communs, à un modèle commun. Il y a une forme d'autogestion et de démarche participative marquée. Naturellement, ceci dépend aussi toujours de la taille des coopératives, car il est difficile de comparer les grandes coopératives zurichoises et des coopératives de petite taille », commente encore la spécialiste.

Recherche aux buts multiples

La recherche menée par Valérie Défago, qui prendra fin à l'automne 2025, permettra de soutenir sur le terrain les coopératives, les coopératrices et coopérateurs, ainsi que les collectivités publiques dans la mise en place et la gestion de ce mode d'habitat de plus en plus plébiscité. Elle servira aussi à mieux déterminer le cadre juridique pour les actrices et acteurs de l'habitat coopératif, voire à proposer des modifications législatives pour permettre le développement de ce type d'habitat. Le projet devrait aussi permettre de rendre plus concrète la portée du principe de durabilité dans la pratique juridique.



En savoir plus :

Valérie Défago,
Canicule en ville, in *Alea jacta est: Santé !*,
pp. 573-586, 2021.



La volonté d'accélérer les procédures d'asile a mené la Confédération à regrouper l'enregistrement des personnes cherchant refuge dans six centres fédéraux d'asile (CFA). Dans le cadre de sa thèse de doctorat, le socio-anthropologue Sélim Clerc s'intéresse à l'histoire du site de Perreux, à Boudry, à proximité de la ville de Neuchâtel. Fondé à la fin du 19^e siècle, ce complexe est surtout connu dans la région pour avoir fonctionné, jusqu'en juillet 2021, comme hôpital psychiatrique.

« Je ne suis qu'au début de mes investigations », avertit d'emblée le chercheur. Le projet dont il esquisse les grandes lignes sera présenté lors d'un prochain workshop interdisciplinaire à l'UniNE. « Je cherche à comprendre la trajectoire des bâtiments qui ont été historiquement utilisés pour différents objectifs et différents groupes de personnes, et qui ont été transformés pour accueillir les demandeuses et demandeurs d'asile »,

indique le doctorant du Laboratoire d'études des processus sociaux. En pratique, Sélim Clerc entend étudier l'infrastructure du site de Perreux, et comment elle influence la vie quotidienne dans et autour du centre.

C'est en s'intéressant à la politique d'asile suisse que Sélim Clerc a défini son angle de recherche. Une réforme de 2019 a mené la Confédération à limiter à six centres fédéraux (un par région) la tâche de recevoir et de traiter les demandes d'asile. Dans ce schéma, un seul centre fédéral d'asile « avec tâches procédurales » est prévu dans toute la Suisse romande, celui de Boudry.

Dans son approche, Sélim Clerc questionne ce qu'il nomme « la biographie du site »,

Sélim Clerc

Un hôpital psychiatrique transformé en centre d'asile

situé dans les bâtiments d'un hôpital psychiatrique construit au 19^e siècle. « Quels sont les héritages de l'utilisation précédente et comment affectent-ils l'institution actuelle ? Que révèlent ces héritages sur le régime d'asile et le fonctionnement des centres fédéraux d'asile en Suisse ? », se demande-t-il.

Entre soin et contrôle

Un premier parallèle entre passé et présent que cite le chercheur de l'UniNE invoque le « grand renfermement » avancé par le philosophe Michel Foucault au début des années 1960. Le terme rappelle le fait que les sociétés occidentales ont souvent regroupé et mis au ban de la société des catégories de populations jugées problématiques. On pense aux pauvres, aux malades, aux personnes dites aliénées. L'hypothèse de Sélim Clerc est que l'institution psychiatrique d'hier comme le CFA d'aujourd'hui sont similaires dans leur fonction, qui oscille entre soin et contrôle.

Un hôpital adapté pour héberger des demandeurs ou demandeuses d'asile n'est pas un cas unique. Ce genre d'infrastructures transformées se présentent souvent comme des « enclaves spatiales sécurisées », selon une terminologie empruntée au géographe Francisco Klauser. « Cela peut être une école, un hôpital, une université, voire une prison. Ce sont des espaces où existe une interaction entre la spatialité du lieu et une institution qui détermine son usage. » Selon certaines hypothèses, le choix

d'un bâtiment spécifique pour accueillir un groupe donné de personnes reflète en partie les perceptions sociales de celles et ceux que l'on y place. « Ici, le choix de l'ancien Hospice cantonal pour les "incurables" est intéressant à analyser. »

L'Etat générateur de catégories

Et le chercheur de poursuivre sur la manière dont l'État lui-même contribue à créer des catégories en lien avec la mobilité. Ainsi, les termes de « migrant », de personne « en séjour illégal », de « requérant d'asile » ou de « réfugié » désignent des catégories créées par les politiques migratoires et les lois, souvent perçues de manière ambivalente, entre vulnérabilité et dangerosité. Tout comme ont pu l'être les catégories de personnes prises en charge dans les hôpitaux psychiatriques. De quelles manières l'infrastructure et l'histoire d'un site participent-ils à créer ces catégories ? Comment se concrétise dans les CFA le double objectif de l'État visant d'une part à soigner des personnes vulnérables qu'il est censé protéger en vertu de la loi, et d'autre part à garder un contrôle sur leur mobilité ? Ce sont là deux des interrogations fondamentales auxquelles tentera de répondre Sélim Clerc dans sa thèse.



En savoir plus :

Workshop interdisciplinaire:
Rethinking Regimes of (Im)Mobility Through Its Past, Present and Future Legacies, 30-31 mai 2024, nccr - on the move
<https://tinyurl.com/wfnup5wh>

Un accueil à plusieurs niveaux

Les centres fédéraux d'asile « avec tâches procédurales » offrent un hébergement pour les requérant-e-s durant la toute première partie de la procédure d'asile en y regroupant les principaux acteurs. Les autres centres fédéraux – par exemple celui de Vallorbe (VD) ou de Giffers (FR) – sont des lieux « d'attente et de départ », pour les personnes qui doivent quitter la Suisse. A cela s'ajoute le centre des Verrières (NE) dit « spécifique », pour y rassembler les requérant-e-s qui « menacent sérieusement la sécurité et l'ordre publics ou qui, par leur comportement, perturbent fortement le bon fonctionnement des CFA », selon la définition du Secrétariat d'Etat aux migrations.

Le sol, climatiseur méconnu des espaces verts

Rares sont les études abordant la régulation du cycle de l'eau et de la chaleur dans les sols en ville. Démarré voici une année, le projet URBA-SOIL vise à combler cette lacune. Son terrain d'investigation ? Les espaces verts de la ville de Lausanne. Professeure titulaire à l'Université de Neuchâtel (UniNE), spécialiste de biologie des sols, Claire Le Bayon est la co-requérante du projet. Entretien.

Quelle est la genèse de cette étude ?

L'idée était de prendre en compte les besoins des autorités lausannoises pour la gestion de leurs espaces verts, puis d'en faire les questions prioritaires d'une recherche scientifique sur les sols urbains. URBA-SOIL est né sous l'impulsion de Géraldine Bullinger, pédologue et professeure à

la Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg. Le travail sur le terrain constitue la thèse de doctorat de Marie Coudène dont la première étape va décrire les sols et étudier leur hétérogénéité.

Qui sont les personnes impliquées ?

La plupart d'entre elles ont un lien avec l'UniNE, à commencer par la doctorante Marie Coudène. Sa co-superviseuse Géraldine Bullinger a été aussi doctorante de notre institution ; elle est spécialiste des sols urbains. Quant au troisième membre de la direction du projet, il s'agit de l'hydrogéologue Philip Brunner, lui aussi professeur à l'UniNE. Il est en charge du volet physique du sol et des mesures réalisées à Lausanne, avec notre collègue Pascal Turberg de l'EPFL. Son équipe va produire un modèle applicable à d'autres villes, probablement deux, qui présentent des climats contrastés, plus chaud ou plus

froid. La modélisation servira à prédire le comportement des sols urbains sur la régulation de l'eau et de la chaleur dans d'autres conditions, sur la base des résultats obtenus à Lausanne.

Quelle est l'originalité de la démarche ?

Donner la priorité au sol urbain dans la gestion des îlots de chaleur est relativement novateur. Quand on parle de régulation de chaleur en ville, on pense en premier lieu à l'ombre des arbres et au rôle de la végétation, ou encore aux plans d'eau. C'est ce qu'on appelle communément les trames vertes et bleues. Mais on oublie le sol, la trame brune ! Or, le sol est au cœur de tout : assurer son bien-être c'est renforcer le nôtre. Au travers d'URBA-SOIL, notre vœu est de redorer le blason de cet acteur essentiel et pourtant méconnu de l'écosystème urbain.

Quel rapport avec le climat ?

Quand il fait extrêmement chaud, l'eau contenue dans le sol va s'évaporer, ce qui entraîne un rafraîchissement de l'air. En revanche, si le sol est sec, l'évaporation ne peut plus se faire et la sensation de fraîcheur disparaît. Il n'y a donc plus d'effet climatiseur du sol sur l'atmosphère.

A quel type de terrain vous intéressez-vous ?

Il fallait s'affranchir de l'influence des arbres ou des bosquets, afin d'isoler l'effet du sol et mieux comprendre son rôle. Voilà pourquoi nous avons retenu des grandes

zones herbeuses de la ville, comme le parc du Denantou, celui du Musée olympique, ou encore la pelouse de la piscine de Bellerive.

Vous êtes une spécialiste des vers de terre. Que font donc ces organismes en ville ?

Avec les plantes, les vers de terre sont des acteurs essentiels de la bonne santé des sols où qu'ils soient. Ce sont des ingénieurs de l'écosystème, des organismes indispensables au fonctionnement des sols. Pas sur le béton bien sûr, mais dans la terre des parcs que nous étudions. Les plantes, via leurs racines, construisent des réseaux de galeries, et apportent de la matière organique. Les vers de terre contribuent à son enfouissement et à son intégration à la matrice minérale. De beaux agrégats bien stables avec de belles galeries interconnectées assurent une porosité efficace pour la circulation de l'air et de l'eau dans le sol urbain.

Quelles expériences envisagez-vous ?

Nous prévoyons par exemple des essais de pluies artificielles alternant eaux chaudes et froides à différents endroits pour caractériser les transferts de chaleur et d'eau. Les couverts tels que l'herbe coupée laissée sur place ou encore les copeaux de bois seront testés pour évaluer leur impact. Nos investigations ont pour finalité de fournir des conseils pratiques pour l'entretien des parcs.



Bonus multimédia

Marie Coudène révèle les grandes lignes de sa thèse sur le terrain, à Lausanne



En savoir plus :

Outre l'UniNE, le projet URBA-SOIL implique la Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg HEIA-FR et la plateforme PIXE de l'EPFL.
<https://data.snf.ch/grants/grant/207369>



*Philip Brunner
et Claire Le Bayon*

A portrait of Ola Söderström, a middle-aged man with grey hair, wearing a dark sweater over a blue collared shirt and blue jeans. He is standing on a modern staircase with white railings, leaning on the railing with his arms crossed. The background shows a building interior with glass panels and structural elements.

Ola Söderström

Depuis quelques années, le volume de données à travers le monde a augmenté de façon exponentielle. Quel est le pouvoir des données dans les villes ? Comment l'utilisation intensive de ces dernières modifie la politique, les relations de pouvoir et la vie quotidienne ? Le point avec le professeur de géographie Ola Söderström qui a co-dirigé avec Ayona Datta, son homologue de l'University College London, l'ouvrage collectif *Data power in Action*.

S'appuyant sur l'étude de différentes villes du Sud (Kenya, Afrique du Sud, Inde et Chine), le livre montre comment les actrices et acteurs urbain-e-s, de l'État aux militant-e-s, utilisent de plus en plus les données comme ressources pour renforcer leurs actions et soutenir leurs revendications, tout en démontrant comment les temps de crise sont des moments où le pouvoir des données est rendu visible.

« Nous nous sommes basé-e-s sur deux projets FNS, précise Ola Söderström. Le premier, qui s'est terminé en 2021, se focalisait sur les *smart cities* et l'impact de ce modèle sur les villes indiennes et sud-africaines. Le second projet, en cours au nccr - on the move, est un prolongement du premier : il analyse comment la numérisation change la gouvernance de la mobilité, migration incluse, pendant et après la période du Covid-19. »

Les données comme moyen de contrôle
Comment l'idée de *smart city* s'est-elle imposée dans des villes qui manquent souvent des infrastructures de base donnant

Le pouvoir des données dans les villes

accès à l'électricité et à l'eau ? La diffusion globale de ce modèle par les entreprises et les Etats repose sur un discours qui promet de résoudre les problèmes rencontrés par les villes grâce au déploiement des technologies numériques. En Inde, rappelle Ola Söderström, « ce 'solutionnisme technologique' a été personnellement porté par le premier ministre Narendra Modi et son programme visant à réaliser 100 *smart cities*. Dans un régime semi-autoritaire comme le régime indien actuel, ces technologies, pilotées par un centre de contrôle de commande, constituent par ailleurs un puissant instrument de surveillance, comme nous avons pu l'observer pendant la pandémie de Covid-19. »

La société civile en action

Toutefois, il ne faudrait pas réduire la numérisation à la surveillance. Si les données ont longtemps été l'apanage des Etats, elles sont aujourd'hui aussi produites par la société civile. En Afrique du Sud, de nombreuses organisations civiles sont actives dans la production de données et de cartes documentant les conditions de logement et l'accès aux services des quartiers défavorisés. Ces données ont été utilisées pour mettre les municipalités, constitutionnellement responsables de fournir les services de base, face à leurs responsabilités. Mais les gouvernements locaux ont parfois rejeté leurs validités. « Il serait naïf de croire que le langage scientifique est politiquement efficace, souligne le géographe. D'autres ONG ont effectué des opérations coups de poing plus efficaces pour se faire entendre, comme déverser des seaux de déjections humaines devant le parlement de la ville, pour dénoncer le manque de toilettes. La question est de savoir quel pouvoir donnent vraiment les données ? Dans un chapitre sur le cas sud-africain, nous montrons qu'il est surtout

dépendant des alliances mises en place entre les ONG et les municipalités. »

Le numérique ordinaire

Au-delà de l'Etat et des ONG, les plateformes numériques constituent un troisième acteur clé du pouvoir des données. Un des chapitres du livre est consacré à la ville de Nairobi, au Kenya, où de nombreuses applications numériques sont produites. « Notre collègue Prince Guma, chercheur invité ce printemps à mon institut, y a analysé le monde des livreurs à moto qui s'est fortement développé pendant la pandémie. Il montre comment les plateformes offrent des possibilités d'emploi pour des personnes peu ou pas qualifiées, tout en créant des situations d'emploi précaires, conditionnées à l'accès à un téléphone mobile et à un permis de conduire. »

Une approche globale

Le numérique, qui facilite la « mise en données » (ou datafication) des phénomènes urbains, ne se réduit pas aux *smart cities* et à une vision simpliste d'une ville qui serait gérée comme un jeu vidéo, type *Sim City*. « La mise en données est une force très puissante de transformations des villes. Analyser les tensions et contradictions, notamment entre politiques publiques, société civile et plateformes numériques, permet de mieux comprendre les enjeux de la numérisation et d'éclairer les décisions politiques. C'est ce que nous avons fait localement en menant de front cette collaboration internationale et une collaboration avec la Ville de Neuchâtel sur sa stratégie numérique. »



Bonus multimédia

L'équipe de recherche s'est rendue en Inde et en Afrique du Sud. Aperçu en images de leurs terrains d'étude.



En savoir plus :

Data Power in Action. Urban Data Politics in Times of Crisis, Ola Söderström and Ayona Datta (Eds.), Bristol University Press, 256 p, December 2023
<https://bristoluniversitypress.co.uk/data-power-in-action>



Festival Histoire et Cité

du 15 au 21 avril 2024

« Dans la rue »

C'est le thème de la neuvième édition du Festival Histoire et Cité qui se tient à Genève, Lausanne, Neuchâtel et à La Chaux-de-Fonds, ainsi qu'aux Châteaux de Prangins et de Nyon. On y prend le pouls de la rue – en tant que lieu matériel de l'aménagement urbain; en tant que milieu social, espace de rencontres ou de distinction, d'inclusion ou d'exclusion; comme cœur névralgique d'enjeux politiques; enfin, comme scène de création et de spectacles.

Le festival dans le canton

Neuchâtel : <https://tinyurl.com/88c4cfvd>

La Chaux-de-Fonds :

<https://tinyurl.com/53r6cb39>

En savoir plus

www.histoire-cite.ch

Impressum :

Bureau presse et promotion, Université de Neuchâtel
Rédaction : Igor Chlebny, Jennifer Keller, Julie Mégevand
Bonus multimédia: Jennifer Keller, Julie Mégevand, montage Mario Cafiso
Photos: Guillaume Perret, sauf couverture: Mario Cafiso, p.2 et p.16: Ville de Neuchâtel
Layout : Leitmotiv, Fred Wüthrich
Impression sur papier recyclé FSC : IIC
Parution : avril 2024. Paraît 3 à 4 fois par an

